



Le British Museum retire le terme « Palestine » de ses expositions suite à la pression d'un groupe pro-israélien

## Description

Par Agence Média Palestine

Le British Museum a décidé de retirer le terme « Palestine » de ses expositions consacrées au Proche-Orient antique, une mesure mise en place après que l'institution culturelle a reçu des plaintes de la très pro-israélienne organisation UK Lawyers for Israel.



Comme le mentionne un article du [Telegraph](#), le terme Palestine était usuellement « courant et neutre pour désigner la région sud du Levant à la fin du XIXe siècle », mais le musée estime désormais que ce terme a « perdu sa neutralité originelle ». Une décision qui intervient, ajoute le quotidien britannique, « dans le contexte des débats actuels sur les revendications ancestrales concernant les terres de la région ». Ainsi, le prestigieux musée a modifié certaines expositions sur l'Égypte afin de supprimer toute référence à la Palestine, et il est prévu de veiller à ce que ce terme n'apparaisse pas de manière anachronique, lui préférant le terme Canaan, du nom du peuple cananéen mentionné dans des textes anciens datant d'environ 1500 avant J.-C. Citée par le *Telegraph*, un porte-parole du British Museum a affirmé : « Pour les galeries du Moyen-Orient consacrées aux cartes représentant les anciennes régions culturelles, le terme « Canaan » est pertinent pour le Levant méridional à la fin du deuxième millénaire avant J.-C. »

Dans sa lettre adressée au directeur du musée, le groupe de pression pro-israélien UK Lawyers for Israel écrivait : « Appliquer rétrospectivement un seul nom à Palestine à toute la région, sur des milliers d'années, efface les changements historiques et crée une fausse impression de continuité [à?] Cela a également pour effet cumulatif d'effacer les royaumes d'Israël et de Judée, apparus vers 1000 avant J.-C., et de présenter à tort les origines des Israélites et du peuple juif comme étant originaires de Palestine. La terminologie employée dans les documents d'écrits ci-dessus sous-entend l'existence d'une région ancienne et continue appelée Palestine. »

## « Palestine antique est historiquement exact »

Invités à réagir par le site d'information [Middle East Eye](#) (MEE), des historiens ont affirmé que l'expression « Palestine antique » était historiquement exacte pour désigner la région dans l'Antiquité. « J'utilise fréquemment le terme « Palestine antique » dans mes propres recherches et je continuerai à le faire », assure Marchella Ward, maîtresse de conférences en études classiques à l'Open University britannique, à MEE. Elle estime que les affirmations selon lesquelles ce terme serait tardif ou illégitime sont un « mensonge » visant à « effacer les Palestiniens et à soutenir le génocide en cours perpétré par Israël contre eux ». Elle souligne que les institutions qui cèdent aux groupes de pression pro-israéliens « contribuent et encouragent le génocide des Palestiniens par Israël en acceptant d'effacer leur histoire ». « La réécriture de l'histoire a toujours joué un rôle important dans l'occupation et le génocide », a-t-elle insisté auprès de MEE.

A propos de cette terre qui a vu passer de nombreux peuples au fil des siècles, Hérodote est considéré comme le premier historien à mentionner le nom Palestine dans un texte datant du Ve siècle avant J.-C, assure le *Telegraph*. Certaines sources déterminent l'apparition du terme près de sept siècles avant. Toujours est-il que la Palestine a naturellement désigné cette province sur le Levant dans les empires romain, byzantin puis ottoman et cette terre portait ce nom sous le mandat britannique (1920-1948).

## « Le mot « Palestine » est plus ancien que le mot « britannique »

La décision du British Museum a fait bondir de très nombreux observateurs sur les réseaux sociaux anglophones [reprochant à la Grande Bretagne](#) de vouloir « effacer l'histoire de la Palestine après l'avoir volée ». L'historien écossais William Dalrymple écrit [sur X](#) : « Il est absurde que le British Museum retire le mot « Palestine » de ses expositions, alors qu'il est plus ancien que le mot « britannique ». La première mention de la Palestine figure sur le monument égyptien de Médiénet Habou en 1186 avant notre ère. La première mention de la Grande-Bretagne remonte au IVe siècle avant notre ère, dans les écrits du voyageur grec Pythéas de Massalia »

« L'influence des groupes de pression israéliens au Royaume-Unis s'étend désormais aux musées et aux conférences historiques. Des frissons dans le dos », commente le syndicaliste britannique [Howard Beckett](#) à ses plus de 200 000 abonnés sur X. Le journaliste britannique [Matt Kennard](#) ajoute : « Après avoir obtenu qu'un hôpital retire des livres d'art réalisés par

des enfants de Gaza, l'association UK Lawyers for Israel a maintenant convaincu le British Museum de supprimer toute référence à la Palestine. Ils sont donc une machine caricaturale. Mais cela leur insécurit. Les sionistes savent que leur colonie d'apartheid est bâtie sur du sable. »

## UKLFI, une organisation « harceuse » proche de Smotrich ?

A l'origine de cette mesure spectaculaire du British Museum, UK Lawyers for Israel (UKLFI) est une organisation très active au Royaume-Uni, liée aux mouvements sionistes les plus extrêmes. Ainsi, en 2019, ce groupe accueillait Naomi Linder Kahn, dirigeante de Regavim, une organisation fondée en 2006 par Bezalel Smotrich, actuellement un des ministres messianiques de Netanyahu, extrémiste juif partisan du nettoyage ethnique de toute la Palestine. Regavim présente les Palestiniens comme les « colons » et est très active en Israël pour obtenir des démolitions de maisons et des expulsions de Palestiniens.

En 2025, le *Guardian* rapportait que UKLFI faisait l'objet d'une enquête suite à une plainte l'accusant d'avoir proféré des menaces de poursuites judiciaires à l'encontre de personnes soutenant la cause palestinienne. L'association est accusée d'avoir envoyé, entre janvier 2022 et mai 2025, huit lettres à des particuliers et des organisations qui « semblent recevoir un schéma courant de correspondance abusive et juridiquement infondée, visant à faire taire et à intimider les initiatives de solidarité avec la Palestine », selon les plaignants, soulignait le *Guardian*.

Selon des recherches menées par Middle East Eye, le British Museum n'est qu'une des nombreuses institutions publiques, incluant notamment des conseils municipaux et des hôpitaux, ciblées par UKLFI. Ainsi, plus tôt en ce mois de février 2026, Encyclopaedia Britannica avait modifié plusieurs articles de Britannica Kids relatifs à la Palestine, notamment en supprimant le terme des cartes de la région, [suite aux pressions exercées par UKLFI](#).

Comme mentionné par le journaliste Matt Kennard, en février 2023, l'hôpital Chelsea and Westminster de Londres a retiré une œuvre d'art conçue par des colliers de Gaza. A l'époque, Caroline Turner, directrice de UKLFI, avait affirmé que cette décision faisait suite à des « plaintes de patients ». Cependant, une demande d'accès à l'information a contraint l'hôpital à admettre que la seule plainte déposée venait de UKLFI. En janvier 2026, l'Open University (OU) a également capitulé face à la demande du groupe de pression de supprimer le terme « Palestine antique » de ses futurs supports pédagogiques et d'inclure des mises en garde au contenu existant expliquant son caractère nouvellement « problématique ».

Ce qui est surprenant, et honteux, c'est que des institutions, des organismes publics comme le British Museum, cèdent à ces pressions

Une base de données à venir, compilée par le Centre européen d'assistance juridique (ELSC), recense 900 incidents de répression anti-palestinienne au Royaume-Uni entre janvier 2019 et août 2025, rapporte MEE. Il a été constaté que UKLFI apparaît dans 128 de ces cas, « soit comme acteur direct de répression, soit comme acteur facilitateur dont les actions incitent les

---

lieux de travail, les universités et d'autres institutions à primer davantage la solidarité avec la Palestine ».

Giovanni Fassina, directeur exécutif d'ELSC, affirme que le ciblage du British Museum par UKLFI « n'est pas surprenant » et s'inscrit dans une « stratégie très claire » que le groupe a suivie ces dernières années, consistant à faire pression sur les organismes publics avec des arguments juridiques « trompeurs ». « Ce que nous démontrons, c'est que UKLFI est l'origine de ces attaques en envoyant des lettres menaçant d'intenter une action en justice ou alléguant des violations du droit britannique », a expliqué M. Fassina à MEE. « Ce qui est surprenant, et honteux, c'est que des institutions, des organismes publics comme le British Museum, cèdent à ces pressions », ajoute M. Fassina.

ELSC, en collaboration avec le Public Interest Law Centre (PILC), a ainsi déposé une plainte contre UKLFI auprès de la Solicitors Regulation Authority (SRA) concernant l'utilisation par le groupe de poursuites stratégiques contre la participation publique (Slapps) pour étouffer les expressions de solidarité palestinienne. Les poursuites-billons, précises le document, sont des « actions en justice, ou des menaces d'actions en justice, généralement intentées par des personnes ou des entités puissantes pour intimider, réduire au silence ou punir les critiques ».

## Tags

1. british museum
2. cisjordanie
3. colonisation
4. effacement
5. Gaza
6. génocide
7. histoire
8. influence
9. Israel
10. lobby
11. lobby israélien
12. musée
13. palestine
14. pro-israélien
15. Royaume uni

## date créée

2026/02/16